

Version révisée
Octobre 2002
Janvier 2003

Science économique et sens commun: trois thèses sur leurs relations réciproques

par

Pierre Salmon*

LATEC
Université de Bourgogne
2 boulevard Gabriel
F-21000 Dijon (France)
pierresalmon@compuserve.com

Résumé

Trois thèses sur la relation entre science économique et sens commun sont défendues dans cet essai. La première est que la science économique trouve dans la critique des vérités supposées du sens commun un facteur providentiel de légitimité. A cette fin, elle s'est en partie employée à révéler et expliciter des mécanismes sous-jacents surprenants ou paradoxaux par rapport aux idées reçues. La deuxième thèse est que l'opposition entre le langage théorique et celui du sens commun constitue pour l'essentiel, malgré sa popularité, un faux problème. Il y a moins opposition entre deux langages que, très largement, complémentarité. La troisième thèse est programmatique: la réflexion philosophique sur la science économique doit s'efforcer de découvrir le passage étroit permettant de conserver quelque chose de deux idées: celle que la science économique révèle des mécanismes ou des interactions ignorés par le sens commun et l'argument selon lequel toute supériorité informationnelle durable de l'observateur sur l'observé et toute inefficacité persistante demandent une explication.

Nomenclature JEL: B4

* Pour les précieuses remarques formulées sur des versions antérieures de ce texte, je remercie vivement Alain Wolfelsperger et les participants au colloque "Le sens commun" (Dijon, 2-3 mai 2002), en particulier Jean-Pierre Sylvestre.

On pourrait citer à l'infini des jugements parfaitement contradictoires en apparence sur la relation entre science économique et sens commun. En réalité, si cette profusion est porteuse parfois de véritables contradictions ou incompatibilités logiques, souvent elle reflète seulement la variété des considérations pertinentes. Je vais regrouper mes remarques sous la forme d'une défense de trois thèses.

La première thèse est que l'existence du sens commun, ou de l'opinion commune, est un facteur véritablement providentiel de légitimité pour la science économique. Cette discipline s'est développée, a suscité un intérêt, a fait l'objet d'une certaine reconnaissance sociale grâce à la démonstration du caractère insuffisant de beaucoup d'idées véhiculées à un moment donné par le sens commun. En d'autres termes, la principale caractéristique de la science économique est d'être, depuis ses origines, une discipline argumentative et même *critique*. Cela est particulièrement vrai de la science économique *orthodoxe (mainstream)*.

De quelles ressources les économistes disposent-ils pour critiquer le sens commun ? Il y a d'abord, simplement, la meilleure connaissance de certaines catégories de faits qu'apporte la spécialisation. Les économistes fournissent beaucoup d'informations, notamment d'informations chiffrées, qui constituent autant de critiques potentielles d'idées reçues. Mais, en cela ils ne se distinguent pas qualitativement des spécialistes de n'importe quel domaine. Si l'idée reçue est que l'armée allemande avait beaucoup plus de blindés que l'armée française en 1939, l'historien militaire remplit une fonction critique des idées reçues simplement en documentant le fait que ce n'est pas le cas. De même, un économiste critiquera de façon utile une idée répandue en faisant remarquer que le rendement réel du capital est historiquement élevé avec un taux

d'intérêt nominal de 5 pour cent seulement, du moment que l'inflation est seulement de 2 pour cent. Ou encore, un économiste surprendra beaucoup de gens en leur apprenant que le revenu par tête est aujourd'hui plus élevé en Italie du Nord que partout en France à l'exception de la région parisienne.

Il est clair que là n'est pas l'essentiel. C'est dans l'ontologie des phénomènes économiques, ou plus généralement sociaux, qu'il faut chercher la justification principale du rôle critique de la science économique. Le parti-pris ontologique sur lequel s'appuie cette discipline depuis le 18^{ème} siècle est que les phénomènes observables sont causés par des *mécanismes* sous-jacents assez complexes. Certes, cette idée agite depuis quelque temps la philosophie des sciences dans son ensemble, y compris la philosophie de la physique et des autres sciences de la nature. Même dans ces sciences de la nature, hors laboratoires et hors système solaire, l'idée d'expliquer les phénomènes empiriques ou observables par des mécanismes plus ou moins cachés, plutôt que par des lois elles-mêmes empiriques, connaît un regain de faveur notable (cf. Wesley Salmon, 1984). Dans le cas de la science économique, toutefois, cette problématique a été adoptée d'emblée et est toujours restée centrale. Comme le sens commun à lui seul peut très difficilement découvrir ou même seulement prendre en compte les mécanismes complexes sous-jacents aux phénomènes, la science économique a trouvé sa vocation dans la révélation et l'explicitation de mécanismes sous-jacents surprenants ou paradoxaux par rapport aux idées reçues.

J'ai donné ailleurs (Salmon, 1994) de nombreux exemples de ce type d'apport. Le cas le plus célèbre est sans doute celui, présenté par Adam Smith, du mécanisme de la "main invisible", assurant qu'une sorte d'ordre peut résulter des actions non coordonnées d'innombrables agents individuels nullement préoccupés ou conscients de cet ordre. Un

autre exemple célèbre est le paradoxe de l'épargne, formulé dès le 18^{ème} siècle et repris par Keynes. Fondé sur un mécanisme macroéconomique simple, ce paradoxe nous dit qu'en voulant épargner davantage il est tout à fait concevable que les agents individuels épargnent finalement moins.

Dans la même catégorie des mécanismes très connus, celui à la logique duquel l'opinion commune reste peut-être le plus réfractaire est l'avantage comparatif, formulé pourtant dès 1817 par Ricardo. Il y a plusieurs éléments dans ce mécanisme mais un seul suffira ici. A un niveau de généralité très élevé, il implique ou exprime une idée simple mais dont la portée ou la signification, quasi-philosophique, dépasse les limites du domaine économique ou du contexte des relations internationales: nous gagnons toujours à échanger avec d'autres dès lors qu'ils sont différents de nous, et nous gagnons d'autant plus qu'ils diffèrent davantage de nous. Certes, d'autres mécanismes sont susceptibles d'expliquer l'échange (international ou interindividuel), et certains de ces mécanismes deviennent plus pertinents que celui (issu de l'avantage comparatif) fondé sur les différences lorsque cet échange se développe entre entités relativement semblables, comme c'est largement le cas du commerce entre les pays industrialisés.¹ L'incidence de l'échange sur la répartition des revenus à l'intérieur de chaque pays ne pouvant négligée, une autre limite tient à la difficulté d'identifier de façon indiscutable un "gain" à l'échange au niveau de la société dans son ensemble. Néanmoins, lorsqu'il s'agit de pays ou d'espaces très dissemblables, même s'il n'est pas le seul aspect, ni même peut-être celui qui est le plus décisif, le mécanisme ricardien (au sens large)

¹ Je fais allusion ici notamment aux "nouvelles théories du commerce international", dont les ingrédients sont les économies d'échelle et la concurrence imparfaite et qui s'appliquent particulièrement bien au commerce "intra-branche" (les échanges d'automobiles entre la France et l'Allemagne, par exemple). Ces théories sont à mon sens complémentaires plutôt que concurrentes des théories fondées sur l'avantage comparatif, lesquelles d'ailleurs, à un niveau plus fin de la décomposition des échanges, restent pertinentes même dans le commerce entre pays industrialisés.

fondé sur les différences constitue certainement un aspect essentiel de leur relation mutuelle. Or, dans les discussions sur la mondialisation ou sur l'intégration des pays de l'Est dans l'Union Européenne, on lit et entend de toutes parts des affirmations qui ne font aucune référence, même négative, à lui et reflètent ainsi, à peu près certainement, une méconnaissance totale de son existence.

Jusqu'à présent, pourra-t-on remarquer, je ne suis guère allé au delà de la proposition évidemment banale que si tout le monde était savant, il n'y aurait pas besoin de savants. Le mot "providentiel", que j'ai utilisé au départ, suggère l'idée d'une intervention salvatrice de quelque chose. Il en est effectivement ainsi. Sans les insuffisances, tout à fait naturelles d'ailleurs, du sens commun, l'apport de la science économique serait objectivement moindre et pourrait moins illégitimement être contesté. De nouveau, il faut faire un détour par l'ontologie. La société étant très compliquée, les mécanismes économiques et sociaux sous-jacents, supposés identifiés séparément, se combinent pour former toutes sortes de configurations ou constellations, dont beaucoup sont éphémères. En conséquence, on a du mal en économie à déduire à partir des mécanismes sous-jacents des régularités très robustes ou durables au niveau des phénomènes observables. On doit donc en général se contenter de tendances, comme le suggéraient John Stuart Mill ou Alfred Marshall, accepter le caractère incertain de la relation entre des mécanismes sous-jacents et des régularités mesurables statistiquement dans un espace spatio-temporel donné, ou encore se contenter de la dérivation de "lois" et de prévisions conditionnelles et négatives, bornant sous condition les domaines de variation possibles de certaines variables (cf. Mingat, Salmon et Wolfelsperger, 1985).

L'apport n'est nullement négligeable et la dérivation de ce type de régularités permet beaucoup plus de tests et même de réfutations qu'on ne le dit habituellement. Néanmoins, il n'est pas à la mesure de la spéculation théorique sur les mécanismes, qui est très développée comme on sait en économie et souvent non assortie de la moindre tentative de confrontation empirique. En conséquence, les économistes identifient et analysent dans le détail beaucoup de mécanismes mais doivent souvent se contenter d'affirmer qu'ils *peuvent* exister ou agir - sans pouvoir aller jusqu'à prétendre, même de façon faillible, qu'ils le font vraiment. Il serait instructif à cet égard de recenser toutes les occurrences des mots "may", "might" ou "possible" dans les articles publiés dans les grandes revues internationales.

L'affirmation qu'un mécanisme est simplement possible, ou qu'il est possible qu'il soit responsable de tel phénomène, n'est pas sans valeur. Mais, dans la perspective argumentative et critique défendue ici, il en est surtout ainsi si cette affirmation va à l'encontre d'une idée reçue, c'est-à-dire notamment l'idée que le mécanisme ne peut pas exister ou que le phénomène considéré ne saurait être expliqué par lui.² Compte-tenu de l'importance relative (dictée pour l'essentiel par la nature complexe des phénomènes économiques et sociaux étudiés) des affirmations du simplement possible dans la littérature économique actuelle, il est donc très heureux, et à la limite *providentiel*, que la science économique ait eu dès l'origine et ait encore aujourd'hui, face à elle, un sens commun prégnant qu'elle puisse venir utilement contredire. Il y a là pour elle un rôle social essentiel: la méconnaissance de mécanismes possibles est une source d'erreurs susceptibles d'être graves dans le choix des politiques. Ce rôle est aussi pérenne: l'écart

² Cf. Mingat, Salmon et Wolfelsperger (1985). Un exemple est l'explication du déficit ou de l'excédent des comptes extérieurs. Un raisonnement macroéconomique simple, à la limite purement comptable, montre que leur cause principale *peut* être le déficit ou l'excédent des finances publiques, ce qui établit un pont en général non perçu par l'opinion, même professionnelle, entre deux objets auxquels elle prête pourtant, aidée par les media, une attention soutenue.

entre les analyses du public et celles des économistes est important et ne tend pas à se combler, si on en croit, entre autres, Bryan Caplan (2001a).³

Comme l'expliquent plusieurs philosophes des sciences contemporains (Nancy Cartwright, 1983, par exemple), en physique ou en biologie on rencontre également des difficultés à formuler de façon précise ou explicite le passage logique de forces, mécanismes ou capacités qui ont été identifiés séparément à la constellation de leurs effets agrégés dans un univers naturel (non-expérimental) souvent lui aussi désordonné ou chaotique (*messy*). D'un côté la loi de la chute des corps, de l'autre au mieux des régularités qualitatives à détecter dans les détours qu'effectuent avant de rejoindre le sol les feuilles mortes quand elles se détachent des arbres. Mais grâce notamment à leur capacité privilégiée d'expérimenter en laboratoire, ces disciplines peuvent au moins s'appuyer, bien davantage qu'en économie (malgré, dans cette discipline, les progrès de l'économétrie classique et de l'expérimentation), sur le test des mécanismes dans des univers isolés et simplifiés. En tout cas, que ce soit pour cette raison ou pour d'autres, la physique et la biologie n'ont plus besoin depuis longtemps de se positionner par rapport aux idées du sens commun pour faire valoir leurs immenses mérites. Que ce sens commun soit présent ou non n'a plus aucune incidence depuis longtemps sur l'interprétation de leur apport.

³ La position de cet auteur est assez difficile à cerner si on rapproche ceux de ses articles, parmi lesquels celui cité dans le texte, dans lesquels il met en lumière l'écart entre les vues du public et celles des économistes et un autre article (2001b) dans lequel il défend, contre Hume et Kant, l'idée que le sens commun nous fournit des principes *évidents*, qui ne pourraient être mis en cause que dans la mesure où ils seraient contradictoires avec d'autres de même nature. Une telle remise en cause, concède-t-il, arrive occasionnellement dans les sciences de la nature. Mais, selon lui, dans les sciences sociales "les conflits avec le sens commun sont infiniment plus suspects" (p. 77). Le réalisme de sens commun auquel se rattache Caplan est une position philosophique défendable mais elle n'implique pas, comme il semble le penser, de traiter comme des évidences ce qui nous est communiqué par nos sens ou toute autre chose qui nous paraît *subjectivement* évidente (cf. Popper, 1972).

La deuxième thèse que je veux défendre maintenant nous fait changer complètement d'univers et concerne l'opposition entre le langage théorique et celui du sens commun. Cette opposition a toujours suscité beaucoup d'intérêt ou même de passion chez les économistes et davantage encore chez leurs interlocuteurs. Un exemple est le livre, par ailleurs intéressant, de Thomas Mayer (1993), *Truth and precision in economics*. Un autre exemple est le livre (également intéressant et critiquable) de John Coates (1996), *The claims of common sense*, dans lequel sont discutés les influences de Moore et de Wittgenstein sur Keynes, ou encore l'article de John Davis (1999), complétant et discutant de façon très positive les vues présentées par Coates. Ma deuxième thèse est que ladite opposition, malgré sa popularité, constitue pour l'essentiel un faux problème. Il y a moins opposition entre deux langages que, très largement, complémentarité. De plus, si ces questions portent apparemment sur le langage (ce qui, si on partage sur un tel objet l'opinion de Popper, ne peut que limiter leur intérêt), derrière elles se cachent des questions autrement plus importantes concernant le statut épistémologique des assertions formulées en économie.

Le concept central pour la question considérée ici est celui de *modèle*. Les économistes travaillent ou même pensent avec des modèles, comme le disait déjà, à peu près, Keynes. Le mot, pendant longtemps peu présent en philosophie des sciences (le recours aux modèles par Maxwell et d'autres avait été sévèrement critiqué par Duhem dans son livre de 1906), évoque des choses très différentes. Mon interprétation, développée ailleurs (Salmon, 2000), de l'emploi des modèles en économie est la suivante.

En s'inspirant sur ce point de la "conception sémantique des théories" (Baas van Fraassen, Ronald Giere, Frederick Suppe), on dira qu'un modèle est une *entité*

artificielle non-linguistique (cf. Giere, 1985). Cependant, compte-tenu des habitudes, en économie en tout cas, je crois qu'il faut reconnaître l'importance du lien étroit établi par l'usage entre modélisation et formalisation. J'amenderai donc ladite "conception" en distinguant deux types de modèles. Le principal, comme dans la conception sémantique des théories, est une entité artificielle non-linguistique. Puisqu'il s'agit de l'économie, cette entité non-linguistique peut être vue comme une petite économie imaginaire faite, en plus simple, des mêmes matériaux que l'économie réelle: des consommateurs, des entreprises, des produits, etc. La description de cette petite économie imaginaire ou l'évocation de certaines de ses caractéristiques est bien entendu de nature linguistique. Pour procéder à cette description ou évocation, on peut utiliser des mots du langage ordinaire mais aussi un langage théorique. Les économistes actuels auront en général recours à un modèle formel, le plus souvent mathématique. On peut appeler le modèle du premier type le "modèle décrit" et celui du deuxième type le "modèle descripteur" (comme il ne s'agit pas tout à fait de décrire mais de caractériser, le mieux serait peut-être quelque chose comme "modèle caractérisateur"). La modélisation suppose toujours un modèle décrit mais pas toujours un modèle descripteur. Le même modèle décrit peut l'être par différents types de descriptions dont certaines seulement sont formalisées.

En revenant maintenant aux idées de la conception sémantique des théories, on dira que le modèle (dans mon vocabulaire, le modèle décrit) est relié à un système réel, c'est-à-dire un aspect de la réalité, par une assertion. Cette assertion peut porter sur la ressemblance d'ensemble entre le modèle et le système réel. Mais, notamment en économie, l'assertion est plutôt celle de la ressemblance ou de l'identité entre certaines propriétés du modèle et certaines propriétés du système réel, par exemple une identité qualitative ou une similitude entre un mécanisme intervenant dans le modèle et un

mécanisme intervenant dans le système réel. Par nature, le modèle "décrit", étant non-linguistique, ne peut être vrai ou faux. Pour d'autres raisons, la question ne se pose pas non plus pour le modèle "descripteur".⁴ En revanche, l'assertion reliant le modèle à la réalité, même si elle ne s'exprime qu'en termes de possibilité et s'il ne s'agit pas de la réalité entière mais seulement d'un de ses aspects, peut être vraie ou fausse.

Beaucoup d'assertions portant sur ces mondes imaginaires sont considérées comme contraires au bon sens ou au sens commun parce qu'elles sont interprétées à tort comme portant sur le monde réel. L'existence d'une distance entre modèle et système réel change complètement la relation entre sens commun et langage théorique. Elle nous permet de formuler plusieurs distinctions. D'abord, le modèle est conçu par le modélisateur comme il l'entend mais la raison d'être de la modélisation implique qu'il le dote le plus souvent de caractéristiques idéales. Ces caractéristiques légitiment en économie cet aspect très formalisé qui semble choquant à beaucoup. Il n'y a peut-être pas beaucoup de lois de l'économie (dans un sens exigeant du mot) dans le monde réel mais rien n'empêche d'en imaginer, et des plus rigoureuses, dans le modèle. Quand l'économiste se réfère au modèle (décrit), il est alors normal qu'il utilise un vocabulaire théorique difficilement compréhensible pour les praticiens (productivité marginale, coût d'opportunité, etc.). Il est normal aussi qu'il fasse des hypothèses sur le monde imaginaire qui facilitent le raisonnement mathématique (rationalité optimisatrice, anticipations rationnelles, fonctions homogènes de degré 1, continuum d'agents, etc.).

⁴ Il faudrait que puisse être vraie ou fausse une proposition, de nature linguistique, sur un monde imaginaire, créé librement. En fait, ce n'est pas inconcevable si le monde imaginaire est en quelque sorte réifié par un usage collectif ou répété. Ainsi, il n'est sans doute pas absurde de dire que l'assertion "Hercule Poirot est grand, mince et blond" est *fausse*. Elle ne correspond pas, en effet, aux caractéristiques physiques de ce personnage dans le monde imaginaire créé par Agatha Christie. Mais, lorsque Poirot est décrit pour la première fois, il est impossible de considérer (comme il serait possible de le faire s'il s'agissait d'un être réel) sa description comme susceptible d'être vraie ou fausse. Si Agatha Christie elle-même décrit ultérieurement Poirot comme "grand, mince et blond", on parlera d'incohérence ou de contradictions (comme Proust en introduit, involontairement ou non, dans la biographie d'Odette) mais non de fausseté.

La déduction de théorèmes, corollaires, et autres lemmes en économie soulève des objections qui seraient parfaitement justifiées s'il s'agissait de la réalité (laquelle est le plus souvent confuse, comme nous l'avons observé), mais ces objections sont infondées si la déduction s'appuie sur des régularités, servant de prémisses, qui ont été introduites dans le modèle par le modélisateur lui-même.

En revanche, le mécanisme saisi dans le modèle et dont on *conjecture* qu'il est également actif dans la réalité n'a en général aucune raison d'être spécifié dans le langage théorique du modèle. Le mécanisme, même s'il est un peu compliqué, peut être expliqué dans des termes très simples relevant du sens commun, en particulier dans les termes de cette psychologie, populaire (*folk psychology*) mais pauvre, et par là-même efficace heuristiquement parlant, dont l'emploi en économie est critiqué de façon non pertinente à mon avis par le philosophe américain, élève de Gilles Grangier, Alexander Rosenberg (1988). Ces termes peuvent alors être imprécis, comme le souhaitait Keynes (voir Coate, 1996; Davis, 1999), de même que Milton Friedman (1953) dans son essai célèbre, ou Mayer dans le livre cité plus haut. Le caractère vague du langage ordinaire est utile en l'occurrence parce que les mécanismes se rencontrent rarement dans la réalité sous la forme nécessairement idéale qu'ils revêtent dans les modèles.

Un exemple que j'ai développé ailleurs (Salmon, 1998) est celui du passager clandestin (*free riding*) dans l'action collective (Olson, 1965).⁵ Dans le modèle, le but d'une action collective est défini comme étant ce qu'on appelle en théorie économique un bien collectif pur, avec ses deux propriétés de non-rivalité dans la consommation (le fait qu'un individu consomme une unité du bien n'empêche pas un autre individu de

⁵ Le terme "free riding" n'est pas utilisé par Mancur Olson mais le mécanisme auquel le terme se réfère joue un rôle central dans son livre (voir Salmon, 2002). Comme le fait remarquer Alain Wolfelsperger (1995), la traduction de "free riding" ou "free rider" par "passager clandestin", ou parfois "resquilleur", est en réalité incorrecte car elle introduit une notion de fraude ou de dissimulation qui n'est pas nécessaire de façon générale.

consommer la même unité du bien) et de non-excluabilité (on ne peut empêcher personne de consommer le bien). C'est la seconde propriété qui est importante ici. Par exemple, il s'agit pour un groupe d'obtenir de l'Etat une modification dans la loi qui favorise les membres du groupe. L'action collective consiste en une grève. Si le gouvernement cède et la loi est modifiée, on ne peut empêcher (non-excluabilité) le membre i du groupe de profiter de cet avantage même s'il n'a pas participé à l'action collective. Il y a donc là une incitation au *free riding*, obstacle sérieux à la mobilisation du groupe.

Dans le cadre du modèle, on suppose une rationalité optimisatrice et instrumentale étroite, conduisant le plus souvent chaque membre à adopter un comportement de *free riding*. Le modèle peut être décrit de façon très formalisée et il l'a d'ailleurs été effectivement, postérieurement à Olson. Mais cela ne signifie pas que le *free riding* n'est pas un mécanisme réel, non-linguistique, descriptible de façon complètement informelle et jouant un rôle très important. Ce n'est d'ailleurs pas principalement une question de vocabulaire. Il n'est pas nécessaire que les gens soient parfaitement ou étroitement rationnels pour que les effets du *free riding* se fassent sentir. Comme le montre l'expérimentation, il importe seulement que suffisamment d'individus soient un peu égoïstes, voire, comme l'ont montré l'expérimentation et la théorie, aient simplement un peu "peur d'être dupes" (eux contribuant alors que d'autres "*free ride*"). C'est grâce à la modélisation que le mécanisme du *free riding* a été identifié mais sa réalité ne dépend pas de la modélisation.

Cet argument a une portée générale. Ainsi, c'est la théorie très formalisée des jeux séquentiels qui a mis vraiment en lumière le problème de la crédibilité des menaces ou des promesses. Mais le problème est réel et son existence peut expliquer beaucoup

d'institutions (l'indépendance des banques centrales, par exemple), de pratiques (le coût exorbitant des campagnes de publicité, la surcapacité des entreprises en concurrence oligopolistique), de faits historiques (le surcoût financier payé par la monarchie française du fait de son caractère absolu), comme l'ont montré, subséquentement à la théorie, de nombreux travaux non formalisés relevant à la fois de l'analyse économique, d'une part, et du droit constitutionnel, de la gestion des entreprises ou de l'histoire, d'autre part.⁶ Il n'y a aucune difficulté sérieuse à expliquer la logique de la non-crédibilité et ses conséquences dans les termes, même vagues, du sens commun.

Avec la troisième thèse, on change de nouveau d'univers. Le sens commun, ou l'opinion commune, intervient maintenant comme élément, central ou auxiliaire, dans les caractéristiques attribuées aux objets mêmes, individuels ou collectifs, de l'analyse. Cette intervention prend des formes multiples selon les écoles ou les sous-domaines. Citons quelques cas particulièrement importants:

- lien concevable mais sans doute à rejeter avec l'hypothèse de "connaissance commune" dans la théorie des jeux (voir Dupuy, 1992);

⁶ Les raisonnements auxquels il est fait allusion ici peuvent être résumés comme suit. En raison de considérations électorales notamment, la promesse par un gouvernement élu de ne pas accélérer le rythme de l'inflation (ce qui la ferait passer à un niveau durablement plus élevé) afin de réduire temporairement le chômage n'est pas crédible; d'où l'idée de confier la gestion de la monnaie, décisive pour déterminer l'inflation, à une autorité indépendante; dans la perspective du passage à la monnaie unique, les pays européens concernés se sont engagés par le Traité de Maastricht à rendre leur banque centrale indépendante. Les dépenses de publicité engagées par une entreprise seraient perdues elle abaissait la qualité de ses produits, obtenait ainsi des profits exceptionnels et mettait ensuite la clef sous la porte; l'importance de ces dépenses rend donc crédible la promesse implicite de maintenir l'activité de l'entreprise et la qualité de ses produits. Une capacité de production excédentaire rend crédible la menace faite par une entreprise de baisser les prix jusqu'au point d'occasionner des pertes à toute entreprise qui se risquerait à envahir la branche. Selon certaines analyses, au 18^{ème} siècle, la monarchie française, libre de tout faire (contrairement à la monarchie anglaise, soumise au contrôle du parlement), n'a pu rendre suffisamment crédible la promesse de respecter ses engagements financiers, ce qui l'a obligée à payer une prime de risque à ses créanciers.

- lien, moins problématique ou plus prometteur que le précédent avec la coordination, en théorie des jeux (ou, en France, dans les analyses développées par l'école dite des conventions);

- hypothèse de non supériorité du modélisateur sur le modélisé.

En raison de mon manque de compétence pour traiter les deux premiers je vais me limiter à ce dernier cas.

L'amorce du raisonnement qui nous intéresse ici se trouve dans la décision de sauver coûte que coûte la supposition que les agents étudiés sont individuellement rationnels (règle de conduite adoptée notamment en économie rurale ou en économie du développement en réaction à des analyses antérieures qui concluaient un peu trop facilement à l'irrationalité desdits agents). Selon ce raisonnement, si l'observateur a l'impression que des décisions sont irrationnelles, c'est sans doute parce qu'il n'a pas compris les contraintes dont leurs auteurs tiennent compte ou les objectifs qu'ils poursuivent. Le raisonnement dicte une stratégie de recherche qui s'est révélée féconde. Pour ce qui concerne la présente discussion, ce qui importe c'est qu'il ne crée pas vraiment d'obstacles à l'exercice par la science économique de la fonction critique du sens commun soulignée plus haut (la première thèse). En effet, cette fonction suppose une spécialisation et une compétence particulière de la science économique uniquement dans la prise en compte des interactions ou mécanismes sous-jacents ou cachés, et de leurs effets possibles. Le fait que les praticiens, mis à part ces interactions et mécanismes, sont extrêmement compétents dans leur domaine d'activité spécialisé, ne peut nuire à la thèse. L'importance objective des interactions, d'une part, et l'impossibilité pour les praticiens munis du seul sens commun d'en prendre toute la mesure, d'autre part, constituent deux chances complémentaires qui ont permis à la

science économique d'apporter davantage malgré les deux facteurs défavorables que constituent la complexité des phénomènes sociaux et l'extrême compétence dont font preuve les praticiens sur certains plans.

Les problèmes apparaissent lorsque le raisonnement est poussé plus loin et met en cause la supériorité informationnelle de l'observateur économiste sur l'observé praticien d'une façon générale, c'est-à-dire en incluant maintenant les interactions et mécanismes cachés. Je fais référence ici à un ensemble théorique, à la limite un programme, se manifestant ou s'exprimant sous différentes formes, complémentaires le plus souvent. Sont ainsi visées la théorie de l'efficience informationnelle sur les marchés financiers, l'hypothèse ou la théorie des anticipations rationnelles en macroéconomie, ou encore, de façon plus transversale l'idée, défendue en particulier par l'école de Chicago, que les arbitrages ont à l'équilibre éliminé toutes les inefficacités. Le plus commode est de présenter cet ensemble à partir de la théorie la plus connue qui est sans aucun doute celle des marchés efficients, concernant les bourses de valeurs mobilières notamment. L'argument est que, en raison des mécanismes concurrentiels sous-jacents à leur détermination, les cours de bourse tiennent compte de toute l'information disponible publiquement. L'exploitation par un analyste de cette information objectivement disponible ne lui permettra pas, grâce à une prévision des cours futurs qui serait meilleure que celle implicite dans les cours actuels, de faire mieux que le marché et de réaliser de véritables profits. Tout au plus peut-il espérer en moyenne recevoir l'exact prix de ses efforts, c'est-à-dire une rémunération égale à celle attribuée sur le marché du travail aux activités mettant en oeuvre des qualifications et aptitudes comparables aux siennes. Si on tient compte du coût d'opportunité du temps passé, il n'y a ainsi aucun

avantage à espérer de l'analyse des valeurs mobilières ou de l'étude de leur évolution historique.

Cette idée s'oppose à la croyance très répandue aussi bien chez les professionnels que parmi les intervenants amateurs dans leur capacité de prévoir les cours de bourse, et donc elle constitue une critique du sens commun: les gens sont persuadés qu'ils peuvent prévoir les cours de bourse, la théorie invoque des mécanismes cachés pour expliquer que cette croyance est peut être, ou même dans ce cas est à peu près certainement, sans fondement. L'idée constitue en apparence une illustration simple du genre d'apport dont nous avons vu que la science économique s'est fait une spécialité.

Les choses sont en réalité plus compliquées. Une première remarque est que des arguments relevant également du sens commun sont disponibles pour étayer l'argument. Dans une perspective plus large que celle de l'information sur les marchés financiers, ils sont énumérés et analysés de façon amusante par D. McCloskey dans un petit livre intitulé, de façon significative *If you're so smart* (1990). Ainsi: "si vous êtes si malin, pourquoi n'êtes-vous pas plus riche?" Une autre question, ou la même question sous un autre angle, s'exprime ainsi: si vous recevez de quelqu'un une proposition financière mirobolante impliquant l'existence d'occasions de gains jusqu'alors inexploitées, semblables à celles que procurerait l'existence de billets de 500 dollars traînant sur les trottoirs, demandez-lui pourquoi il ne profite pas seul de ces occasions, c'est-à-dire pourquoi il n'a pas ramassé lui-même les billets de 500 dollars. Cet argument, que McCloskey appelle ironiquement le "*Five-Hundred-Dollar-Bill theorem*," est une façon expéditive mais persuasive de court-circuiter les raisonnements théoriques développés dans les modèles concernant le rôle de l'information, de la concurrence et des arbitrages dans la détermination des équilibres de marché.

Une deuxième remarque est que malgré tout, par un autre aspect, cette ligne d'argumentation revient à contredire plus ou moins sérieusement l'idée d'un apport de la science économique qui est fondé, dès lors qu'entrent en jeu des mécanismes cachés, sur une supériorité par rapport au sens commun. En effet, selon le raisonnement considéré ici, c'est l'opinion moyenne donc, en un sens, l'opinion commune sur le futur qui prévaut sur les marchés et, nous apprend l'économiste (se fondant à la fois sur sa modélisation des mécanismes et sur le théorème déjà évoqué du billet de 500 dollars), c'est elle aussi seule qui mérite de prévaloir. La théorie économique de l'efficacité informationnelle apporte donc une information nouvelle, mais d'une nature quand même assez spéciale puisqu'elle consiste à valider l'opinion commune et comporte, parmi d'autres implications, celle que toute autre information ou tentative d'acquiescer une autre information est vaine.⁷

Cette tendance est accentuée par la théorie des anticipations rationnelles, selon laquelle (dans une de ses versions) les modèles doivent modéliser les agents en leur attribuant une parfaite connaissance du modèle qui les modélise. La supériorité informationnelle de la science économique est alors niée en totalité en quelque sorte par construction.

Tant que les économistes du programme ci-dessus ne considèrent que le secteur privé ou les effets des politiques sur le secteur privé, des hypothèses comme celles d'efficacité informationnelle ou d'anticipations rationnelles peuvent être interprétées comme venant conforter une tendance naturelle chez certains d'entre eux à attribuer une grande efficacité au fonctionnement des marchés en général et à mettre en doute la capacité de l'Etat, et plus encore des experts (fussent-ils eux mêmes économistes) qui

⁷ Il y a par ailleurs d'importants apports positifs de la théorie des marchés financiers, comme par exemple la démonstration de la nécessité pour tout investisseur, indépendamment de ses préférences, de diversifier son portefeuille.

prétendent le guider, à améliorer ce fonctionnement. Mais, notamment sous l'influence de l'école de Chicago (en particulier deux de ses membres les éminents, George Stigler et Gary Becker), le raisonnement a été étendu au domaine politique (ce qui, notons-le en passant, doit nous mettre en garde contre toute interprétation simpliste de la position idéologique de cette école).⁸ Parce que le système politique, appréhendé dans une perspective individualiste (du point de vue méthodologique), a lui-même certaines des caractéristiques du marché, les mécanismes, notamment ceux de la concurrence et de l'arbitrage, qui éliminent les inefficacités dans le second peuvent être supposés le faire aussi dans le premier. Aussi est-il permis à un auteur proche cette école de pensée, Donald Wittman (1995), de résumer ainsi son argumentation, dès la première page de son livre: "both political and economic markets work well."⁹

Mais si tous les acteurs, que leur casquette soit économique (producteurs, consommateurs, épargnants, spéculateurs) ou politique (électeurs, politiciens et fonctionnaires, représentants des lobbies), agissent de façon informée et efficace, tout n'est-il pas pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, selon la formule célèbre, et que peut ajouter la science économique à ce dont nous informe le seul sens commun?

Bien entendu, le programme évoqué ci-dessus rencontre bien des objections et difficultés, certaines concernant la validation empirique, d'autres le cadre conceptuel lui-même. Ainsi, même dans le domaine d'application où il est le plus installé, celui de l'efficience informationnelle des marchés financiers, l'ampleur des fluctuations observées dans les cours des valeurs mobilières ainsi que les controverses théoriques qu'elles sont suscitées (l'existence ou non de bulles spéculatives en particulier) ont

⁸ Voir les travaux de Reder. Notamment Reder (1987).

⁹ Voir aussi Breton (1996).

conduit beaucoup d'économistes à adopter à son égard une position plus réservée ou attentiste.¹⁰ Dans une large mesure, d'ailleurs, l'ambition du programme est avant tout de nature heuristique. Il recommande une stratégie de modélisation dont l'incidence sur l'analyse de la réalité est nécessairement indirecte. Toutes ces réserves étant notées, le programme constitue néanmoins une menace potentielle apparemment sérieuse pour l'idée, centrale dans notre première thèse, que les économistes peuvent faire mieux que le sens commun et ont des choses à enseigner au reste de la société.

Notre troisième thèse est alors essentiellement programmatique: la réflexion philosophique sur la science économique doit s'efforcer de découvrir le passage étroit permettant de conserver quelque chose de deux idées qui ont toutes les deux de grands mérites: la première, l'idée que la science économique révèle des mécanismes et des interactions ignorés par le sens commun, la seconde, l'argument selon lequel toute supériorité informationnelle durable de l'observateur sur l'observé (même quant aux mécanismes cachés) et toute inefficacité persistante sont "puzzling", demandent une explication.

Peut-être à cette fin conviendrait-il de mieux spécifier les limites de la notion d'équilibre, de celle d'efficacité, et d'accorder plus de place qu'elles n'en occupent actuellement dans l'économie *mainstream* aux idées d'évolution, d'ignorance et de découverte. Mais de tels changements relèveraient davantage de la science économique elle-même que de sa discussion méthodologique ou philosophique. Donner des conseils méthodologiques aux chercheurs, ou les critiquer, est toujours un peu malsain et

¹⁰ Il est tentant de dire que les très fortes variations des valeurs boursières infirment la théorie de l'efficacité informationnelle. Mais l'affirmation qu'un mouvement de hausse, par exemple, est excessif est en général contredite par des opinions formulées au même instant par d'autres "experts", le cours représentant une sorte d'équilibre des forces entre les opinions selon lesquelles il est trop bas et celles selon lesquelles il est trop haut. Rétrospectivement, l'unanimité des experts se fait parfois en faveur de l'opinion que la hausse (ou la baisse) observée dans le passé était excessive. Mais alors on peut poser la question, déjà mentionnée, considérée comme décisive par McCloskey: si vous êtes aussi malin, pourquoi n'êtes-vous pas plus riche?

souvent l'expression d'une certaine facilité intellectuelle (malheureusement trop répandue dans le discours méthodologique sur l'économie).¹¹

Une autre possibilité a donc l'avantage de n'impliquer aucun effort ou changement dans la science économique elle-même. Elle consisterait simplement à reconnaître que la démocratie nécessite que le dernier mot revienne aux citoyens ordinaires et donc d'une certaine façon au sens commun. Dans ce système politique, le rôle des experts est nécessairement circonscrit et subordonné. La logique démocratique n'implique pas que ce rôle soit nul mais elle permet qu'il soit modeste.

Il y a d'ailleurs une autre façon de dériver ce caractère réel mais modeste. Nous avons vu que la théorie de l'efficacité informationnelle n'implique pas que les analystes financiers ne servent à rien, seulement que leur apport est plus ou moins égal à la rémunération "normale" (par comparaison avec l'ensemble des rémunérations sur tous les marchés) de leurs efforts. De façon analogue à ce que le raisonnement économique nous suggère pour ces analystes financiers, on peut penser que la contribution nette des économistes s'efforçant d'aller au delà de l'opinion commune (objet de la première thèse) doit recevoir, à l'équilibre, assez exactement la rémunération des ressources (en termes de temps et de qualifications) que cette contribution mobilise (argument examiné dans le cadre de la troisième thèse).¹² Il n'est pas besoin de procéder à une quelconque investigation empirique pour observer que le coût agrégé des économistes est en réalité, malgré leur nombre, très faible. Ainsi, à une contribution réelle mais modeste correspond, en contre-partie, une rémunération qui l'est également. En définitive, même

¹¹ Cf. Mingat, Salmon et Wolfelsperger (1985), Salmon (2001).

¹² Une observation est que les économistes, même "*mainstream*", sont loin d'être toujours d'accord entre eux. Leur fréquente tendance à la cacophonie renforce l'effet des "démonstrations du possible" dont, nous l'avons vu, doit souvent se contenter la théorie économique. Comme ces démonstrations, elle a pour effet, mais en l'espèce de façon involontaire, d'empêcher que ne s'établisse dans la société une orthodoxie (une "pensée unique"), prétendant à la certitude, ce qui pourrait se révéler catastrophique. Elle constitue donc un des éléments de la fonction critique mentionnée antérieurement et de la contribution nette évoquée dans le texte maintenant.

ici, confirmant ce qui était annoncé de façon générale en introduction, nous concluons à la variété des considérations pertinentes plutôt qu'à leur opposition.

Références bibliographiques

- Breton, A. (1996). *Competitive governments: an economic theory of politics and public finance*, Cambridge University Press (Cambridge & New York).
- Caplan, B. (2001a). "What makes people think like economists? Evidence on economic cognition from the 'Survey of Americans and Economists on the Economy'," *Journal of Law and Economics*, vol. 44, no. 2, pp. 395-426.
- Caplan, B. (2000b). "Probability, common sense, and realism: a reply to Hülsmann and Block," *Quarterly Journal of Austrian Economics*, vol. 4, no. 2, pp. 69-86.
- Cartwright, N. (1983). *How the laws of physics lie*, Oxford University Press (Oxford & New York).
- Coates, J. (1996). *The claims of common sense: Moore, Wittgenstein, Keynes and the social sciences*, Cambridge University Press (Cambridge & New York).
- Davis, J.B. (1999). "Common sense: a middle way between formalism and post-structuralism?" *Cambridge Journal of Economics*, vol. 23, pp. 503-515.
- Duhem, P. (1906). *La théorie physique: son objet, sa structure*. Reproduction de la 2ème édition, Librairie Philosophique Vrin (Paris), 1981.
- Dupuy, J.-P. (1992). "'Common knowledge' et sens commun," in *Introduction aux sciences sociales: logique des phénomènes collectifs*, Ellipses (Paris), pp. 49-64.
- Friedman, M. (1953). "The methodology of positive economics," in *Essays in positive economics*, University of Chicago Press (Chicago & Londres), pp. 3-43; trad. fr. "La méthodologie de l'économie positive", in *Essais d'économie positive*, Litec (Paris), 1995, pp. 3-32 & 257-61.
- Giere, R.N. (1988). *Explaining science: a cognitive approach*, University of Chicago Press (Chicago & Londres).
- Mayer, T. (1993). *Truth versus precision in economics*, Edward Elgar (Aldershot, Hants.).
- McCloskey, D.N. (1990). *If you're so smart: the narratives of economic expertise*, University of Chicago Press (Chicago & Londres).

- Mingat, A., Salmon, P. et Wolfelsperger, A. (1985). *Méthodologie économique*, Presses Universitaires de France (Paris).
- Olson, M. (1965). *The logic of collective action: public goods and the theory of groups*, 2ème édition, 1971, Harvard University Press (Cambridge, Mass., et Londres); trad. fr. *La logique de l'action collective*, Presses Universitaires de France (Paris), 1986.
- Popper, K.R. (1972). "Two faces of common sense: an argument for commonsense realism and against the commonsense theory of knowledge," in *Objective knowledge: an evolutionary approach*, Clarendon Press (Oxford), pp. 32-105.
- Reder, M.W. (1987). "Chicago School," in *The New Palgrave: a dictionary of economics*, sous la direction de J. Eatwell, M. Milgate et P. Newman; Macmillan (Londres), vol. 1, pp. 413-18.
- Rosenberg, A. (1988). *The philosophy of social sciences*. Westview Press (Boulder, Colorado).
- Salmon, P. (1994). "Outrageous arguments in economics and public choice," *European Journal of Political Economy*, vol. 10, no. 3, pp. 409-426.
- Salmon, P. (1998). "Free riding as mechanism," in *Economics and methodology: crossing boundaries*, sous la direction de R. Backhouse, D. Hausman, U. Mäki et A. Salanti; Macmillan (Londres), pp. 62-87 (62-119 discussion incl.).
- Salmon, P. (2000). "Modèles et mécanismes en économie: essai de clarification de leurs relations," *Revue de Philosophie Economique*, vol. 1, no. 1, pp. 104-126.
- Salmon, P. (2001). "Epistémologie," in *Dictionnaire des Sciences Economiques*, sous la direction de C. Jessua, C. Labrousse et D. Vitry, Presses Universitaires de France (Paris), pp. 385-88.
- Salmon, P. (2002). "La Logique de l'action collective, de Mancur Olson", in *Dictionnaire des grandes oeuvres économiques*, sous la direction de X. Greffe, J. Lallement et M. de Vroey, Dalloz (Paris), 2002, pp. 414-21.
- Salmon, W.C. (1984). *Scientific explanation and the causal structure of the world*, Princeton University Press (Princeton).
- Wittman, D. (1995). *The myth of democratic failure: why political institutions are efficient*. University of Chicago Press (Chicago & Londres).
- Wolfelsperger, A. (1995). *Economie publique*, Presses Universitaires de France (Paris).